

ATTAC – groupe de travail « Décroissance »
Réunion du 2 mai 2006

Participants :

Yves R., Marie-Claude E.T., Jean T., Nadia D., Claire L., Rozenn S., Jacques R., Dany B. et Marie-Claude C.

Un tour de table a permis à chacun de se présenter, de faire connaître les raisons de son intérêt pour le sujet et d'expliquer ce que recouvrait le terme de « décroissance » à ses yeux. Nous nous sommes accordés sur la critique de la croissance fondée sur l'accumulation de richesses, destructrice de notre environnement et génératrice d'inégalités sociales. Un rappel de chiffres édifiants a souligné l'urgence d'une prise de conscience individuelle et collective et la nécessité d'agir.

Cependant, nous avons tous été d'accord pour dire que le mot « décroissance » ne convenait pas car il véhicule une connotation négative et ne traduit pas complètement nos préoccupations. Pour l'instant, aucun autre vocable n'a été proposé en remplacement.

Certains ont rappelé que ce thème était déjà dans l'air dans les années 70, porté notamment par les écologistes.

D'autres ont expliqué leurs réflexions et les expériences qu'ils/elles ont pu développer dans d'autres cadres (présentation d'un document conçu par le Groupe Bretagne du Service Civil International).

Chacun(e) s'accorde à dire qu'il n'est plus possible de croître selon notre modèle nord-occidental.

Il est cependant difficile de parler de « décroissance » à ceux qui sont loin d'avoir satisfait leurs besoins essentiels que ce soit dans les pays pauvres ou dans les pays dits « riches » où une frange de plus en plus grande de la population se retrouve en situation de paupérisation.

D'autant que, comme l'indiquent les chiffres cités, il s'agirait, entre autre, de mieux répartir les richesses.

Ces phénomènes (exigence de croissance, répartition inégale des richesses, appauvrissement des populations...) sont accentués par la mondialisation.

Le constat est fait qu'il s'agirait de vivre mieux mais autrement !

Quelle société faut-il construire pour que chaque individu ait droit à une vie de qualité tout en préservant les intérêts collectifs ?

